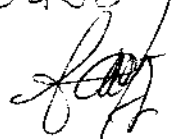


MK/HO  
**BURKINA FASO**

-----  
Unité - Progrès - Justice

**DECRET N° 2008- 629 /PRES/PM/MATD/  
MEF portant adoption du plan d'actions  
triennal 2008-2010 du cadre stratégique de  
mise en œuvre de la décentralisation**

**LE PRESIDENT DU FASO  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

*visa CF N° 04687  
02-11-08*  


- VU** la Constitution ;
- VU** le décret n° 2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;
- VU** le décret n°2008-138/PRES/PM du 23 mars 2008 portant remaniement du Gouvernement ;
- VU** le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du gouvernement ;
- VU** la loi n°055-2004/AN du 21 décembre 2004 portant Code général des collectivités territoriales au Burkina Faso ;
- VU** le décret n°2007-095/PRES/PM/MATD du 1<sup>er</sup> mars 2007 portant adoption du Cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation ;
- VU** le décret n°2007-306/PRES/PM/MATD du 18 mai 2007 portant organisation du Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 23 juillet 2008 ;

**DECRETE**

**ARTICLE 1 :**

Est adopté le plan d'actions triennal glissant 2008-2010 du cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation dont le texte est joint en annexe.

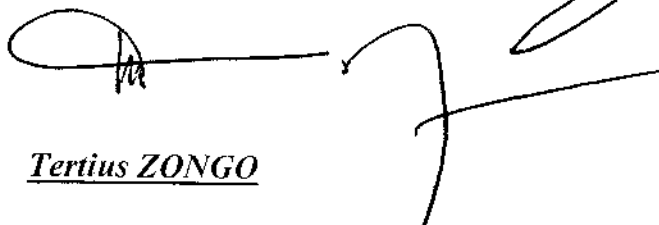
**ARTICLE 2 :** Le Ministre de l'administration territoriale et de la décentralisation, le Ministre de l'économie et des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 13 octobre 2008



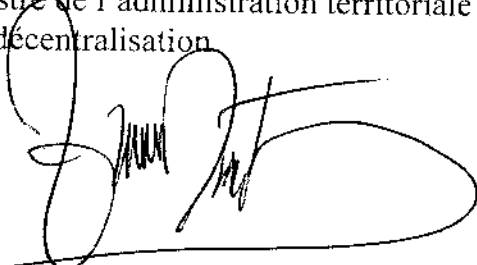
Blaise COMPAORE

Le Premier Ministre



Tertius ZONGO

Le Ministre de l'administration territoriale  
et de la décentralisation



Pengdwende Clément SAWADOGO

Le Ministre de l'économie  
et des finances



Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE



MINISTRE DE L'ADMINISTRATION  
TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION

**PLAN D' ACTIONS TRIENNAL 2008-2010  
DU CADRE STRATEGIQUE DE MISE EN  
ŒUVRE DE LA DECENTRALISATION  
(CSMOD)**

# SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS-----	4
INTRODUCTION -----	6
I. L'ÉTAT DES LIEUX DE LA DECENTRALISATION -----	7
1.1 La mise en place des organes de gestion des collectivités territoriales -----	7
1.2 Les réalisations en matière de transfert des compétences et des ressources -----	7
1.3 Le renforcement des capacités des acteurs locaux -----	8
1.4 Les acquis et les faiblesses du processus de mise en œuvre de la décentralisation-----	8
II. LES OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION TRIENNAL 2008-2010 -----	9
2.1 Les objectifs en matière d'appropriation sociale et politique de la décentralisation -----	9
2.2 Les objectifs en matière de transfert des compétences et des ressources -----	10
2.3 Les objectifs en matière de renforcement des capacités locales -----	10
2.4 Les objectifs en matière d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux-----	
2.5 Les objectifs en matière de pilotage et de coordination du processus de décentralisation-----	10
III. LES ACTIONS PRIORITAIRES ET LES RESULTATS ATTENDUS PAR AXE -----	11
3.1 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière d'appropriation sociale et politique de la décentralisation -----	11
3.2 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière de transfert des compétences et des ressources -----	12
3.3 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière de renforcement des capacités Locales	12
3.4 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux -----	14
3.5 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière de pilotage et coordination du processus de décentralisation-----	15
IV. LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS TRIENNAL 2008-2010 -----	16
4.1 Les principes directeurs de mise en œuvre -----	16
4.2 La coordination et la gestion des activités du plan d'actions-----	17
4.3 Le suivi évaluation du plan d'actions-----	18
4.4 Les hypothèses et risques-----	18
V CADRE LOGIQUE ET CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS -----	20
POUR LA PÉRIODE 2008-2010 ET PAR AXE -----	20

## **AVERTISSEMENT**

---

Dans le cadre de l'élaboration du plan d'actions triennal 2008-2010 du CSMOD, il a été opéré des réaménagements (reformulation et/ou déplacement) aussi bien au niveau des objectifs que des actions prioritaires des différents axes du CSMOD.

Cette option s'est imposée, non pas pour remettre en cause la classification faite dans le CSMOD, mais dans le seul but de respecter une logique et une cohérence dans la démarche conceptuelle de ce plan d'actions triennal du CSMOD.

C'est sous cet angle qu'il faut percevoir la différence de structuration qui apparaîtra entre les deux documents.

## **SIGLES ET ABREVIATIONS**

---

AG	: Assemblée Générale
AMBF	: Association des Municipalités du Burkina Faso
ARBF	: Association des Régions du Burkina Faso
CGAB	: Cadre Général d'organisation des Appuis Budgétaires
CGCT	: Code Général des Collectivités Territoriales
CNSE	: Centre National de Suivi Evaluation
CONAD	: Conférence Nationale de la Décentralisation
CR	: Commune Rurale
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CSMOD	: Cadre Stratégique de Mise en Œuvre de la Décentralisation
CT	: Collectivité Territoriale
CU	: Commune Urbaine
CVD	: Conseil Villageois de Développement
FPDCT	: Fonds Permanent de Développement des Collectivités Territoriales
IGB	: Institut Géographique du Burkina
JO	: Journal Officiel
MAHRH	: Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques
MASSN	: Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale
MATD	: Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MCPEA	: Ministère du Commerce de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat
MCTC	: Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication
MEBA	: Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation
MECV	: Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
MESSRS	: Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique
MFPRE	: Ministère de la Fonction Publique et de la Reforme de l'Etat
MHU	: Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme
MID	: Ministère des Infrastructures et du Désenclavement
MJ	: Ministère de la Justice
MJE	: Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi
MPDH	: Ministère de la Promotion des Droits Humains
MS	: Ministère de la Santé
MSL	: Ministère des Sports et Loisirs
OMD	: Objectif du Millénaire pour le Développement

OSC	: Organisation de la Société Civile
PM	: Premier Ministère
PNBG	: Politique Nationale de Bonne Gouvernance
PNGT <sub>2</sub>	: Deuxième Programme National de Gestion des Terroirs Phase II
POS	: Plan d'Occupation des Sols
PTF	: Partenaire Technique et Financier
PV	: Procès Verbal
SDAU	: Schéma Directeur d'Aménagement Urbain
SFMR	: Sécurité Foncière en Milieu Rural
SGG-CM	: Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres
SIGASPE	: Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du Personnel de l'Etat
SNAT	: Schéma National d'Aménagement du Territoire
SRAT	: Schéma Régional d'Aménagement du Territoire
STD	: Service Technique Déconcentré

## INTRODUCTION

Le cadre stratégique de mise en œuvre de la décentralisation (CSMOD), adopté par décret n°2007-0095/PRES/PM/MATD/MFB du 1<sup>er</sup> mars 2007, définit les orientations et les axes prioritaires de mise en œuvre du processus pour la période 2006-2015. Il se présente comme un document consensuel issu de rapports d'études, d'ateliers d'appropriation, d'ateliers interministériels de validation et de finalisation.

Le CSMOD se fonde sur les enjeux, les insuffisances et les défis à relever de la mise en œuvre de la décentralisation pour tracer des perspectives d'approfondissement du processus. Il constitue un outil important de conduite du processus de décentralisation et vise à créer la synergie d'action de tous les acteurs en vue d'assurer un développement harmonieux des collectivités territoriales.

Le Cadre stratégique comporte cinq axes qui reflètent les principales préoccupations de la mise en œuvre de la décentralisation à savoir :

- Axe 1 : l'appropriation sociale et politique de la décentralisation ;
- Axe 2 : le transfert des compétences et des ressources ;
- Axe 3 : le renforcement des capacités locales ;
- Axe 4 : l'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement local ;
- Axe 5 : le pilotage et la coordination du processus de décentralisation.

L'opérationnalisation du CSMOD doit se faire par des plans d'actions triennaux glissants. Ces plans traduiront concrètement les actions autour desquelles les acteurs de développement devront orienter leurs efforts pour faire des collectivités territoriales des espaces de renforcement de la démocratie et du développement pour mieux lutter contre la pauvreté.

Conformément aux orientations et aux principes du Cadre stratégique, le plan d'actions triennal 2008-2010 a été élaboré selon une démarche concertée et en recherchant la cohérence avec les politiques de développement en cours dans le pays. Cela s'est traduit notamment par :

- la prise en compte des orientations des politiques majeures de développement que sont le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP), la Politique nationale de bonne gouvernance (PNBG), la Lettre de développement rural décentralisé, les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), etc.;
- l'organisation de rencontres de concertations sectorielles avec les ministères, la société civile et les structures décentralisées ;
- la consultation des partenaires techniques et financiers.

Le plan d'actions triennal 2008-2010 est structuré comme suit :

- I. L'état des lieux de la décentralisation
- II. Les objectifs du plan d'actions triennal
- III. Les actions prioritaires et les résultats attendus
- IV. La mise en œuvre du plan d'actions triennal
- V. Le cadre logique et le chronogramme de mise en œuvre



## **I. L'ÉTAT DES LIEUX DE LA DECENTRALISATION**

### **1.1 La mise en place des organes de gestion des collectivités territoriales**

Les élections locales d'avril 2006 sont intervenues pour concrétiser le dispositif établi par le Code général des collectivités territoriales (CGCT) en permettant la mise en place des organes de gestion élus dans 13 régions, 351 communes dont 49 communes urbaines et 302 communes rurales.

Conformément aux dispositions du Code général, chaque collectivité (commune ou région) s'est dotée d'un organe délibérant (conseil municipal ou régional) et d'un organe exécutif (le maire et les deux adjoints au maire ou le président du conseil régional et les deux vice-présidents), ainsi que de trois commissions permanentes qui sont :

- la commission « Affaires générales, sociales et culturelles » ;
- la commission « Affaires économiques et financières » ;
- la commission « Environnement et développement local ».

Dans les villages, il a été mis en place au cours de l'année 2007 les Conseils villageois de développement (CVD) dont la mission est de contribuer à la promotion du développement local.

En plus de ces différentes structures, il faut noter l'existence de l'Association des Municipalités du Burkina Faso (AMBF) qui s'est élargie aux communes rurales et de l'Association des Régions du Burkina Faso (ARBF). Ces deux structures constituent des espaces de concertation et d'appui conseil pour les collectivités territoriales.

### **1.2 Les réalisations en matière de transfert des compétences et des ressources**

Le Code général des collectivités territoriales dispose que « les collectivités territoriales concourent avec l'Etat, à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social, éducatif, sanitaire, culturel et scientifique, ainsi qu'à la protection, à la gestion des ressources naturelles et à l'amélioration du cadre de vie ».

Le Code général indique également que le transfert de ces compétences par l'Etat doit être accompagné du transfert des moyens et des ressources nécessaires pour leur exercice par les collectivités territoriales.

Au regard de ces dispositions, les principaux acquis se présentent ainsi qu'il suit :

- l'adoption de la loi n°014-2006/AN du 9 mai 2006 portant détermination des ressources et des charges des collectivités territoriales au Burkina Faso ;
- l'adoption du décret n°2006-204/PRES/PM/MFB/MATD du 15 mai 2006 portant régime financier et comptable des collectivités territoriales ;
- l'adoption du décret n°2006-209/PRES/PM/MATD/MFB/MEBA/ MS/MASSN/ MJE/MCAT/PSL du 15 mai 2006 portant transfert de compétences et des ressources aux communes urbaines, dans les domaines du préscolaire, de l'enseignement primaire, de la santé, de la culture, de la jeunesse, des sports et des loisirs ;
- l'adoption de l'arrêté conjoint n°2006-57 /MFB/MATD portant modalités de répartition de la dotation globale de fonctionnement entre les communes et les régions et de la dotation globale pour les charges récurrentes au profit des communes urbaines ;

- l'adoption de l'arrêté conjoint n°2007-91/MATD/MEF/MEBA/MASSN portant transfert du patrimoine de l'Etat aux communes urbaines dans les domaines du préscolaire et de l'enseignement primaire ;
- l'adoption de l'arrêté conjoint n°2007-92/MATD/MEF/MEBA/MASSN portant transfert du patrimoine de l'Etat dans les domaines de la jeunesse, de la culture, des sports et des loisirs aux communes urbaines

Par ailleurs, le processus de transfert se poursuit au profit des communes urbaines et des projets de textes sont en cours de finalisation sur le transfert des compétences et des ressources aux régions et aux communes rurales.

### **1.3 Le renforcement des capacités des acteurs locaux**

L'analyse de la configuration et de la composition des organes des collectivités territoriales après les élections d'avril 2006 montre une grande disparité au niveau des capacités des élus entre les communes rurales et les communes urbaines ainsi que les régions.

En effet, sur les 17 976 élus locaux, plus de 80% sont analphabètes. Cette situation qui concerne la quasi totalité des collectivités territoriales est surtout préoccupante pour les communes rurales. Dans certaines communes, on ne dénombre qu'au plus deux ou trois personnes alphabétisées, l'essentiel du conseil municipal étant composé d'élus analphabètes. Cette situation constitue au niveau des élus locaux un handicap dans l'appropriation du processus de décentralisation et l'exercice efficient des compétences transférées.

Pour pallier cette difficulté, de nombreuses initiatives sont prises par les structures d'appui au processus de décentralisation sur le terrain. Au nombre de ces initiatives on peut retenir les activités menées telles que l'organisation et la tenue des formations sur l'appropriation de la décentralisation, l'état civil, l'élaboration des budgets, l'élaboration et la mise en œuvre des plans de développement local, etc.

En plus de ces actions, il faut également citer les appuis des programmes et projets de développement en cours.

### **1.4 Les acquis et les faiblesses du processus de mise en œuvre de la décentralisation**

La mise en œuvre du processus de décentralisation connaît des acquis importants, mais également des faiblesses et des défis à relever.

✓ **Au titre des acquis** majeurs on peut retenir :

- ▶ la régularité des élections locales et la couverture de l'ensemble du territoire par des collectivités territoriales (régions, communes urbaines et rurales);
- ▶ l'organisation des « journées de la commune » favorisant une appropriation du processus de décentralisation par les populations ;
- ▶ la mise en place de Conseils villageois de développement (CVD) permettant d'associer la participation communautaire à la gestion décentralisée des communes;
- ▶ la construction progressive des mairies et des sièges des Conseils régionaux ;
- ▶ la réalisation d'infrastructures sociales et économiques pour un certain nombre de collectivités, notamment les communes urbaines;
- ▶ l'appui des partenaires techniques et financiers ;
- ▶ l'apport multiforme de la coopération internationale décentralisée

- ▶ la création concertée du Fonds permanent de développement des collectivités territoriales (FPDCT);
- ▶ l'adhésion progressive des acteurs notamment la société civile au processus marquée par les initiatives multiformes de promotion d'activités économiques, sociales et culturelles;
- ▶ le début de mise en œuvre des transferts de compétences qui s'est traduit par l'adoption des textes de transfert des compétences aux communes urbaines et l'accélération de la démarche de transfert aux communes rurales et aux régions ;
- ▶ le renforcement progressif de la déconcentration des services de l'Etat pour mieux accompagner les collectivités territoriales, etc.

✓ **au niveau des faiblesses**, les plus préoccupantes sont :

- ▶ les difficultés dans les transferts des ressources dont celle du transfert des ressources humaines ;
- ▶ l'inadéquation des ressources financières du fait des faibles capacités de mobilisation, de l'incivisme fiscal, des limites des dotations budgétaires de l'Etat ;
- ▶ les capacités insuffisantes des élus et des acteurs locaux marquées par l'analphabétisme dominant et les pesanteurs sociopolitiques ;
- ▶ la faible intégration des préoccupations des villages dans les actions de développement des communes urbaines englobant un grand nombre de villages, ce qui engendre un sentiment d'exclusion ;
- ▶ les conditions difficiles de travail des élus locaux liées à la gratuité du mandat, à la faiblesse et à l'irrégularité des frais de session, aux distances à parcourir par les conseillers de villages, le tout pesant plus particulièrement sur les conseillères ;
- ▶ l'insuffisance d'outils de gouvernance locale et de planification pour renforcer la mobilisation sociale et la participation des acteurs aux efforts de développement des collectivités;
- ▶ les conflits politiques dans certains conseils, ayant abouti à des blocages, puis à des mesures de dissolution, etc.

Une analyse rétrospective du processus de décentralisation est envisagée dans le plan d'action ; elle permettrait de faire un état des lieux suffisamment exhaustif et d'établir la situation de référence pour les évaluations futures.

## II. LES OBJECTIFS DU PLAN D'ACTION TRIENNAL 2008-2010

L'objectif principal du plan d'actions triennal 2008-2010 du CSMOD **est de promouvoir un environnement institutionnel, organisationnel et économique favorable à l'épanouissement des collectivités territoriales.**

Il est poursuivi à travers les objectifs fixés suivant les cinq axes.

### 2.1 Les objectifs en matière d'appropriation sociale et politique de la décentralisation

- Objectif général : permettre à tous les acteurs impliqués de s'approprier le processus de décentralisation et de s'engager à le mettre en œuvre de façon concertée.
- Objectif spécifique : favoriser l'appropriation sociale et politique du processus de décentralisation.

## **2.2 Les objectifs en matière de transfert des compétences et des ressources**

- Objectif général : rendre effectif le transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales.
- Objectifs spécifiques :
  - assurer le transfert des compétences prévues par la loi ;
  - assurer le transfert des ressources humaines liées aux compétences transférées ;
  - assurer le transfert du patrimoine lié aux compétences transférées ;
  - assurer le transfert des ressources financières liées aux compétences transférées.

## **2.3 Les objectifs en matière de renforcement des capacités locales**

- Objectif général : renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services déconcentrés de l'Etat.
- Objectifs spécifiques :
  - renforcer les capacités de gestion des élus et des agents des collectivités territoriales et les capacités d'intervention des acteurs locaux;
  - renforcer les capacités institutionnelles des collectivités territoriales;
  - renforcer la fonctionnalité des services déconcentrés de l'Etat ;
  - renforcer les capacités managériales et opérationnelles des services de proximité des collectivités territoriales.

## **2.4 Les objectifs en matière d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux**

- Objectif général : créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales.
- Objectifs spécifiques :
  - promouvoir et harmoniser les interventions des partenaires techniques et financiers au développement des collectivités territoriales;
  - mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier, de l'environnement et des ressources naturelles;
  - organiser l'articulation décentralisation et développement local.

## **2.5 Les objectifs en matière de pilotage et de coordination du processus de décentralisation**

- Objectif général : assurer un pilotage et une coordination efficaces du processus de décentralisation.
- Objectifs spécifiques :
  - mettre en place un dispositif efficace de coordination et de pilotage des activités de mise en œuvre du processus de décentralisation ;
  - mettre en place un mécanisme efficient de suivi évaluation du processus de décentralisation;
  - adapter le cadre spatial de la décentralisation aux réalités nationales.

### III. LES ACTIONS PRIORITAIRES ET LES RESULTATS ATTENDUS PAR AXE

#### 3.1 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière d'appropriation sociale et politique de la décentralisation

##### ► Les actions prioritaires

Au titre de ce premier axe, neuf (09) actions prioritaires sont retenues pour la période 2008-2010. Ce sont :

1. Elaborer, actualiser et adopter 50 textes d'application du code général des collectivités territoriales ;
2. Editer et vulgariser 3000 exemplaires du code général des collectivités territoriales ;
3. Actualiser et vulgariser 10 000 guides illustrés du code général des collectivités territoriales ;
4. Traduire et diffuser 2000 exemplaires du code général des collectivités territoriales en langues nationales (moore, jula, fulfulde, gulumancema, etc.) ;
5. Assurer l'information sur la décentralisation par les médias ;
6. Editer et diffuser 3000 exemplaires du plan d'actions triennal glissant du CSMOD auprès des ministères, des services déconcentrés, des projets et programmes ;
7. Organiser une (01) campagne de sensibilisation au niveau des 8 372 villages sur la décentralisation ;
8. Organiser 4 conférences par an dans 4 grandes écoles et universités sur la décentralisation ;
9. Conduire dans chaque province l'opération d'information et de sensibilisation des acteurs prioritaires concernés par le transfert du patrimoine.

##### ► Les résultats attendus

La mise en œuvre des actions ci-dessus devra conduire aux résultats suivants :

- les principaux textes d'application du code général des collectivités territoriales sont élaborés, actualisés et adoptés ;
- le code général des collectivités territoriales est disponible et mis à la disposition des citoyens ;
- le guide illustré est actualisé et mis à la disposition des citoyens ;
- le code général des collectivités territoriales est traduit en langues nationales ;
- le Code général des collectivités territoriales traduit en langues nationales est diffusé en langues nationales ;
- le public s'est approprié le processus de décentralisation ;
- les principaux acteurs de la décentralisation sont informés et sensibilisés et contribuent à la mise en œuvre du plan d'actions ;
- les populations sont informées et sensibilisées sur le processus de décentralisation ;
- les futurs cadres sont informés et sensibilisés sur le processus de décentralisation ;
- les règles du transfert des compétences et du patrimoine sont appropriées par les acteurs locaux.

### **3.2 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière de transfert des compétences et des ressources**

#### **▶ Les actions prioritaires**

Huit (08) actions prioritaires sont identifiées au titre de ce second axe. Il s'agit de :

1. Assurer le transfert des compétences et des ressources aux communes rurales et aux régions dans les domaines prioritaires;
2. Poursuivre le transfert des compétences et des ressources aux communes urbaines ;
3. Recruter et /ou redéployer les personnels au profit des collectivités territoriales;
4. organiser le transfert des emplois liés aux compétences transférées ;
5. Implanter le Système intégré de gestion administrative et salariale des personnels de l'Etat (SIGASPE) dans les 13 régions ;
6. Elaborer et adopter les textes réglementaires relatifs aux modes de gestion des ressources humaines mises à la disposition des collectivités territoriales ;
7. Poursuivre et renforcer les dotations financières de l'Etat et les transferts financiers permettant d'assurer les charges récurrentes au profit des collectivités locales ;
8. Conduire des études sur les modalités de transfert des ressources fiscales aux collectivités territoriales.

#### **▶ Les résultats attendus**

Les principaux résultats attendus au terme de la réalisation de ces actions prioritaires sont les suivants :

- les collectivités territoriales exercent les compétences prévues par la loi ;
- les domaines de compétences des communes urbaines sont étendus ;
- les collectivités disposent de personnels nécessaires pour leurs missions ;
- les emplois liés aux compétences transférées sont identifiés ;
- les collectivités exercent leurs responsabilités par rapport aux emplois transférés ;
- le SIGASPE est opérationnel dans les treize (13) régions ;
- les règles de gestion des personnels mis à disposition sont définies ;
- les dotations financières de l'Etat et les transferts financiers permettant d'assurer les charges récurrentes sont effectives ;
- les études relatives aux modalités de transferts des ressources fiscales aux collectivités territoriales sont réalisées.

### **3.3 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière de renforcement des capacités locales**

#### **▶ Les actions prioritaires**

Dans le domaine du renforcement des capacités locales, dix huit (18) actions prioritaires sont retenues :

1. Editer et diffuser 5000 exemplaires du document de politique de formation des acteurs de la décentralisation ;

2. Organiser 10 sessions de formation spécifiques pour les élus locaux et les agents communaux ;
3. Former les membres des structures relais et les communicateurs sur la décentralisation ;
4. Former les responsables des services techniques déconcentrés sur leur rôle d'accompagnement des élus locaux ;
5. Organiser 10 sessions de formation spécifiques pour les organisations de la société civile et le secteur privé, etc. ;
6. Alphabétiser les élus locaux et les leaders d'opinion ;
7. Former les 100 464 membres des CVD sur leurs rôles ;
8. Renforcer les services de l'état civil en équipement et en personnels qualifiés ;
9. Identifier les services obligatoires et essentiels par type de collectivités territoriales et les rendre fonctionnels ;
10. Construire et équiper 160 mairies de communes rurales et les sièges de 12 conseils régionaux ;
11. Elaborer et mettre en œuvre le plan national de déconcentration des services de l'Etat ;
12. Elaborer et vulgariser des guides et manuels de procédures d'appui technique aux collectivités territoriales ;
13. Adapter les normes et méthodologies d'exercice de la tutelle aux exigences actuelles de la décentralisation ;
14. Construire des infrastructures et acquérir des équipements pour les services déconcentrés ;
15. Recruter du personnel complémentaire pour les services déconcentrés ;
16. Doter les services des régies financières en ressources humaines et en moyens logistiques ;
17. Mettre en place de manière progressive les inspections techniques régionales ;
18. Rendre effectives les délégations de pouvoirs aux Gouverneurs, représentants de l'Etat.

► Les résultats attendus

Il est attendu de la mise en œuvre de ces actions prioritaires, les principaux résultats suivants :

- le document de politique de formation des acteurs de la décentralisation est édité et diffusé ;
- les capacités de management des élus locaux et des agents communaux sont renforcées ;
- les membres des structures relais et les communicateurs sont aptes à accompagner le processus de décentralisation ;
- les services techniques déconcentrés sont aptes à assurer leurs rôles d'appui technique aux collectivités territoriales ;
- la société civile et le secteur privé participent à la gestion des affaires locales ;
- les élus locaux et les leaders d'opinion sont alphabétisés et aptes à mieux accompagner le processus ;
- les capacités des membres des CVD sont renforcées ;
- les services d'état civil sont performants ;
- les organigrammes par type de collectivité sont élaborés ;

- les services administratifs des communes et des régions sont fonctionnels ;
- les communes et les régions disposent de sièges équipés ;
- le plan national et les plans sectoriels de déconcentration sont disponibles ;
- des hôtels de services publics sont mis en place au niveau déconcentré ;
- les guides et manuels de procédure d'appui technique aux collectivités territoriales sont élaborés ;
- les procédures d'appui technique aux collectivités territoriales sont maîtrisées ;
- les missions de l'Etat sont mieux assumées par les autorités de tutelle ;
- les services déconcentrés ont les infrastructures et équipements nécessaires à leur fonctionnement ;
- les services déconcentrés sont renforcés en ressources humaines ;
- les services des régies financières sont dotés en ressources humaines et en moyens logistiques ;
- les prestations de services des régies financières sont améliorées ;
- les sièges des inspections techniques régionales sont construites et équipés ;
- les inspections techniques régionales mises en place de manière progressive sont fonctionnelles ;
- les textes de délégation de pouvoirs sont pris et appliqués par les ministères concernés.

### **3.4 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière d'appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux**

#### **► Les actions prioritaires**

Au total quinze (15) actions prioritaires sont retenues au titre de ce quatrième axe. Ce sont :

1. Animer la concertation entre l'Etat et les partenaires techniques et financiers sur l'harmonisation des procédures d'intervention ;
2. Animer la concertation au niveau régional entre les projets et programmes en cours et les collectivités territoriales ;
3. Rendre opérationnel le fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales ;
4. Déterminer la typologie des collectivités selon l'indice de pauvreté ;
5. Assurer une allocation des ressources financières aux collectivités territoriales intégrant l'indice de pauvreté ;
6. Elaborer 364 plans communaux et régionaux de développement avec tous les acteurs ;
7. Organiser l'intercommunalité ;
8. Elaborer le schéma national d'aménagement du territoire ;
9. Elaborer 13 schémas régionaux d'aménagement du territoire ;
10. Traduire les guides méthodologiques de planification et d'orientation du développement local au profit des régions et des communes ;
11. Mettre en œuvre la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural ;
12. Mettre en œuvre la réforme du système de gestion des infrastructures d'AEP en milieu rural et semi urbain ;
13. Mettre en œuvre le code d'urbanisme et de la construction dans les communes rurales et urbaines ;
14. Réaliser des points géodésiques dans chaque commune ;
15. Elaborer un document de politique de développement local.



► Les résultats attendus

Les résultats attendus de la réalisation des actions prioritaires de l'axe 4 sont :

- les procédures d'intervention des bailleurs de fonds sont harmonisées ;
- les procédures d'intervention des projets et programmes sont harmonisées ;
- le Fonds permanent de développement des collectivités territoriales (FPDCT) est fonctionnel ;
- les investissements des collectivités territoriales sont financés à travers le FPDCT ;
- une typologie des collectivités territoriales est déterminée selon l'indice de pauvreté ;
- une clé de répartition équitable des dotations financières aux collectivités territoriales est définie ;
- les 351 communes disposent d'un plan de développement intégrant les plans sectoriels ;
- les 13 régions disposent d'un plan de développement ;
- la coopération intercommunale est effective ;
- le schéma national d'aménagement du territoire est élaboré et adopté ;
- les schémas régionaux d'aménagement du territoire sont adoptés ;
- les guides de planification régionale et communale sont traduits en langues nationales et diffusés ;
- la loi sur la sécurisation foncière en milieu rural (SFMR) est adoptée et vulgarisée ;
- la réforme du système de gestion des infrastructures d'AEP en milieu rural et semi urbain est effective ;
- les plans d'occupations des sols (POS) sont élaborés dans les communes rurales ;
- les outils de planification urbaine (SDAU, POS, Plan d'urbanisme) sont réalisés et adoptés dans les communes ;
- les communes disposent de points de référence pour les travaux topographiques (lotissements, délimitations, barrages et autres) ;
- l'approche de développement local dans le contexte de la décentralisation est clarifiée.

**3.5 Les actions prioritaires et les résultats attendus en matière de pilotage et coordination du processus de décentralisation**

► Les actions prioritaires

Neuf (09) actions prioritaires sont retenues pour assurer le pilotage et la coordination du processus de décentralisation. Il s'agit de :

1. Mettre en place la Conférence nationale de la décentralisation (CONAD);
2. Rendre fonctionnel le Secrétariat technique permanent de la CONAD;

3. Rendre fonctionnel le Centre national de suivi évaluation de la décentralisation;
4. Achever la mise en place du système de suivi du CSMOD;
5. Elaborer et adopter le plan d'actions triennal glissant 2008-2010 ;
6. Evaluer annuellement le plan d'actions triennal glissant en cours, élaborer et adopter le plan d'actions triennal glissant suivant;
7. Rendre fonctionnels les cadres de concertation ;
8. Réaliser les études et organiser une concertation nationale sur le redécoupage des collectivités territoriales ;
9. Procéder au redécoupage du cadre spatial des collectivités territoriales.

► Les résultats attendus

La réalisation des actions ci-dessus devra permettre l'atteinte des principaux résultats suivants :

- la CONAD est structurée ;
- les sessions annuelles de la CONAD sont régulièrement tenues ;
- les dossiers des sessions de la CONAD sont régulièrement préparés ;
- le centre national de suivi évaluation de la décentralisation est opérationnel ;
- la situation de référence est réalisée ;
- le plan d'actions triennal glissant 2008-2010 est élaboré et adopté ;
- le plan d'actions triennal glissant en cours est évalué et le plan d'actions triennal glissant suivant est élaboré et adopté ;
- les textes réglementaires sur les cadres de concertation sont adoptés ;
- les espaces de concertation sont mis en place ;
- les rencontres interministérielles sont organisées ;
- l'animation régulière des cadres de concertation est assurée ;
- des réflexions sur l'opportunité du redécoupage des collectivités territoriales sont réalisées ;
- les études sur le redécoupage des collectivités territoriales sont réalisées ;
- des propositions de redécoupage sont disponibles ;
- les collectivités territoriales sont homogènes au plan spatial et viables au plan économique.

#### **IV. LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS TRIENNAL 2008-2010**

##### **4.1 Les principes directeurs de mise en œuvre**

Les principes directeurs de mise en œuvre du plan triennal d'actions 2008-2010 qui sont ceux du CSMOD, sont fondés sur le respect strict des conditions de succès suivantes :

- la concertation pour stimuler la synergie d'action des acteurs au regard du niveau ambitieux des actions programmées par la promotion de cadre de concertation au niveau communal, régional et national ;
- la prise en compte des questions transversales du genre, de protection de l'environnement, de respect des droits de l'homme, etc. dans la conduite des

actions. Ces questions seront concrètement prises en compte dans les plans de développement local des collectivités territoriales;

- la valorisation des actions engagées par les structures de l'Etat, les projets et programmes de développement, des organisations de la société civile intervenant dans le champ du plan d'actions;
- l'élaboration par les différents ministères porteurs des actions prioritaires de plan d'opération détaillé ;
- la mise en place d'un "panier commun" afin d'assurer la cohérence dans la mobilisation des financements pour la mise en œuvre du plan d'actions triennal.

#### **4.2 La coordination et la gestion des activités du plan d'actions**

Il est créé par décret n°2007-448/PRES/PM/MATD/MFB du 18 juillet 2007 une Conférence nationale de la décentralisation (CONAD). La CONAD est présidée par le Premier Ministre. Le Ministre de l'administration territoriale et le Ministre de l'économie et des finances en assurent respectivement les fonctions de premier et deuxième vice-présidents. Les rapporteurs sont les secrétaires généraux des deux ministères et le secrétaire technique permanent de la CONAD.

La CONAD assure le fonctionnement du dispositif technique de suivi évaluation de la mise en œuvre de la décentralisation.

A cet effet, elle est chargée de :

- examiner les plans et les rapports triennaux de mise en œuvre de la décentralisation;
- examiner et approuver les programmes et les rapports annuels de mise en œuvre de la décentralisation;
- examiner et valider les rapports de suivi évaluation;
- valider les propositions issues des analyses prospectives.

Le Secrétariat technique permanent (STP) de la CONAD, placé sous l'autorité du Ministre chargé de la décentralisation comporte en son sein le Centre national de suivi évaluation (CNSE) de la décentralisation.

Concrètement, la coordination de la mise en œuvre du plan d'actions triennal 2008-2010 s'opérera de la manière suivante :

- les points focaux des ministères sont chargés d'assurer l'intégration des actions prioritaires du plan d'actions triennal dans la programmation des activités sectorielles, de suivre et de fournir les informations relatives aux activités menées;
- le Centre National de suivi évaluation à travers ses activités de collecte, de traitement et d'analyse des données terrain contribue auprès du secrétariat technique permanent de la CONAD à la préparation des travaux de l'Assemblée générale de la CONAD;
- le Secrétariat technique permanent de la CONAD anime les activités de coordination et de concertation, prépare les dossiers de la CONAD, conduit les études prospectives et supervise les activités du Centre national de suivi évaluation;
- la Conférence nationale de la décentralisation (CONAD), par ses sessions annuelles ou extraordinaires, approuve le plan d'actions triennal avant son adoption par le Gouvernement, adopte les rapports annuels d'évaluation de la mise en œuvre du plan d'actions, donne des orientations sur les améliorations à apporter à la mise en œuvre de la décentralisation et sur la conduite des études prospectives.

Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, à travers le Secrétariat technique permanent de la CONAD et en relation avec le Ministère de l'Economie et des Finances, veillera à assurer la poursuite de la concertation sectorielle et locale dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'actions.

Le Comité mixte paritaire PTF-Gouvernement sur la décentralisation sera associé à la mise en œuvre du plan d'actions triennal.

Pour les concertations sectorielles, il s'agira notamment d'organiser des rencontres interministérielles pour assurer l'implication constante des ministères dans la mise en œuvre du plan d'actions triennal.

De même, au niveau local, il sera promu la concertation à travers les conseils de collectivités et les structures de concertation existantes.

La société civile sera associée aux concertations organisées dans le cadre de l'exécution du plan d'actions triennal.

#### **4.3 Le suivi évaluation du plan d'actions**

Une étude a été réalisée et a permis de proposer le mécanisme de suivi évaluation du CSMOD. En référence aux conclusions de cette étude, le suivi évaluation du plan d'actions triennal devra s'opérer sur la base :

- des indicateurs de résultats ou de performance tels que définis au niveau du plan d'actions triennal 2008-2010 ;
- des indicateurs d'effet et d'impact du CSMOD lesquelles intègrent les indicateurs du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), de la matrice des mesures du CGAB/CSLP de la Politique nationale de bonne gouvernance et des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- des résultats de l'auto évaluation des collectivités territoriales, des autres acteurs et des cadres de concertation.

En outre, le plan d'action fera l'objet d'une revue annuelle en cohérence avec celle du CGAB/CSLP et du PAP/CSLP. Cette revue permettra notamment d'évaluer la mise en œuvre des mesures du CGAB/CSLP relatives à la décentralisation et de proposer les ajustements nécessaires.

L'élaboration d'un manuel de suivi évaluation pour accompagner l'appropriation et l'opérationnalisation du mécanisme est proposée.

#### **4.4 Les hypothèses et risques**

Les hypothèses et les risques sont des conditions qui accélèrent ou réduisent les capacités de mise en œuvre des actions du plan triennal. Ces hypothèses et risques sont déterminés dans le cadre logique du plan d'actions au regard des actions prioritaires. De manière générale, les hypothèses et risques attachés à l'exécution des actions du plan triennal sont les suivants:

- *les hypothèses*
  - les PTF contribuent à la création d'un fonds commun qui, avec la contribution nationale, financera les activités du plan d'action triennal ;
  - la disponibilité et adhésion des acteurs du processus sont assurées.

- *les risques*

- la lourdeur administrative ;
- l'insuffisance des ressources financières et humaines à transférer aux collectivités territoriales;
- les réticences de certains ministères et services déconcentrés.

Dans le pilotage et la coordination de la mise en œuvre du plan d'actions triennal, la concertation et le plaidoyer devront être de mise pour stimuler les hypothèses favorables et endiguer les risques.

## V CADRE LOGIQUE ET CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS POUR LA PÉRIODE 2008-2010

Le cadre logique et le chronogramme de mise en œuvre sont présentés dans les tableaux ci-après.

### 5.1 Cadre logique

#### Axe 1: Appropriation sociale et politique du processus de décentralisation

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Moyens et sources de vérification	Hypothèses /risques
Général	Spécifiques					
Permettre à tous les acteurs impliqués de s'approprier le processus de décentralisation et de s'engager à le mettre en œuvre de façon concertée	<i>Favoriser l'appropriation sociale et politique du processus de décentralisation</i>	1.1 Elaborer, actualiser et adopter 50 textes d'application CGCT	Les principaux textes d'application du CGCT sont élaborés, actualisés et adoptés	50 textes élaborés et actualisés	Comptes rendus des sessions du Conseil des Ministres Journal Officiel Textes Rapports d'activités	Adhésion des ministères
		1.2 Editer et vulgariser 3000 exemplaires du CGCT	Le code est disponible et mis à la disposition des citoyens	3 000 exemplaires diffusés	CGCT édité	
		1.3 Actualiser et vulgariser 110 000 guides illustrés du CGCT	Le guide illustré est actualisé et mis à la disposition des citoyens	10 000 exemplaires de guides actualisés et diffusés	Guide illustré	
		1.4 Traduire et diffuser 2000 exemplaires du CGCT en langues nationales (moore, jula, fulfulde et gulumancema, etc.)	Le CGCT est traduit en langues nationales	2 000 exemplaires édités par langue nationale	Bordereaux de livraison	
			Le CGCT traduit en langues nationales est diffusé en langues nationales	2 000 exemplaires du CGCT diffusés par langue nationale	Etat des documents mis à disposition Etat de ventilation	

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultat	Moyens et sources de vérification	Hypothèses /risques
Général	Spécifiques					
Permettre à tous les acteurs impliqués de s'approprier le processus de décentralisation et de s'engager à le mettre en œuvre de façon concertée (suite)	Favoriser l'appropriation sociale et politique du processus de décentralisation (suite)	1.5 Assurer l'information sur la décentralisation par les médias	Le public s'est approprié le processus de décentralisation	34 émissions RTB 11 émissions TNB diffusées 34 émissions Radio rurale	Existence de supports audio visuels Rapports du DCPM	
		1.6 Editer et diffuser 3000 exemplaires du plan d'action triennal du CSMOD auprès des ministères, des services déconcentrés, des projets et programmes	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les principaux acteurs de la décentralisation sont informés et sensibilisés et contribuent à la mise en œuvre du plan d'action</li> </ul>	3 000 exemplaires diffusés par an	Rapports d'activités du STP/CONAD	
		1.7 Organiser 1 campagne de sensibilisation par an au niveau des 8 372 villages sur la décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les populations sont informées et sensibilisées sur le processus de décentralisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 campagnes par an est menées</li> <li>8 372 villages touchés</li> </ul>	Rapports de missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité des acteurs</li> </ul>
		1.8 Organiser 4 conférences par an dans 4 grandes écoles et universités sur la décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les futurs cadres sont informés et sensibilisés sur le processus de décentralisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>4 conférences organisées par an</li> <li>4 structures de formation touchées</li> </ul>	Rapports des sessions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité des acteurs</li> </ul>
		1.9 Conduire dans chaque province une (01) opération d'information et de sensibilisation des acteurs prioritaires concernés par le transfert du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les règles du transfert des compétences et du patrimoine sont appropriées par les acteurs locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>01 opération d'information et de sensibilisation des acteurs prioritaires par province</li> </ul>	Rapport d'activités des conseils municipaux	

## Axe 2 : Transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales

Objectif		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
Rendre effectif le transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales	<b>Assurer le transfert des compétences prévues par la loi</b>	2.1 Assurer le transfert des compétences et des ressources aux communes rurales et aux régions dans les domaines prioritaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les collectivités exercent les compétences prévues par la loi</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un (1) Décret de transfert des compétences adoptées</li> <li>Rapports des services transférés adressés aux maires et au président de conseils régionaux</li> </ul>	Journal officiel Archives des collectivités	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adhésion des ministères</li> </ul>
		2.2 Poursuivre le transfert des compétences et des ressources aux communes urbaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les domaines de compétences des communes urbaines sont étendus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un (1) décret de transfert des compétences adoptées</li> <li>Nombre de services qui transmettent leur rapport d'activités aux maires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Registres d'inventaires des collectivités</li> <li>Archives des maires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adhésion des ministères</li> </ul>
	<b>Assurer le transfert des ressources humaines liées aux compétences transférées</b>	2.3 Recruter et/ou redéploier les personnels au profit des collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les collectivités territoriales disposent de personnels nécessaires pour l'exécution de leurs missions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de personnels mis à disposition par l'Etat</li> <li>Nombre de personnes recrutées par l'Etat pour chaque région et chaque commune</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etats du personnel</li> <li>Décisions de mise à disposition</li> <li>Arrêts de recrutement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Absence ou insuffisance des prévisions du budget de l'Etat</li> </ul>
		2.4 organiser le transfert des emplois liés aux compétences transférées	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les emplois liés aux compétences transférées sont identifiés</li> <li>Les collectivités exercent leurs responsabilités par rapport aux emplois transférés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'arrêtés d'application pris</li> <li>Nombre d'emplois transférés</li> <li>Actes de gestion pris par les présidents des conseils de collectivités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Archives et documentations des collectivités</li> <li>Archives et documentations des collectivités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lourdeur administrative</li> <li>Faible capacité de la collectivité à exercer la compétence transférée</li> </ul>
		2.5 Implanter le SIGASPE dans les 13 régions	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le SIGASPE est opérationnel dans les 13 régions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux des agents publics satisfaits du traitement de leur carrière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'enquêtes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance des ressources humaines</li> </ul>



Objectif		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
Rendre effectif le transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales (suite)	Assurer le transfert du patrimoine lié aux compétences transférées (suite)	2.6 Elaborer et adopter les textes réglementaires relatifs aux modes de gestion des ressources humaines mises à la disposition des collectivités territoriales	<input type="checkbox"/> Les règles de gestion de personnels mis à disposition sont définies	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de décrets d'application adoptés et d'arrêtés pris</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Journal officiel</li> <li>Documentation du MATD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adhésion des acteurs</li> </ul>
		2.7 Poursuivre et renforcer les dotations financières de l'Etat et les transferts financiers permettant d'assurer les charges récurrentes au profit des collectivités territoriales	les dotations financières de l'Etat et les transferts financiers permettant d'assurer les charges récurrentes sont effectives ;	<ul style="list-style-type: none"> <li>Montant des dotations et transferts financiers accordés aux collectivités territoriales</li> <li>arrêté portant dotation financière et arrêté portant transfert financiers au profit des collectivités territoriales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Documentation du MATD</li> <li>Archives et documentations des collectivités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lourdeur administrative</li> <li>Absence ou insuffisance des prévisions du budget de l'Etat</li> </ul>
		2.8 Conduire des études sur les modalités de transfert des ressources fiscales aux collectivités territoriales	les études relatives aux modalités de transfert des ressources fiscales aux collectivités territoriales sont réalisées.	<ul style="list-style-type: none"> <li>rapport final de l'étude relative aux modalités de transfert des ressources fiscales aux collectivités territoriales sont réalisées.</li> </ul>		

### Axe 3: Renforcement des capacités locales

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateur de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
Renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services déconcentrés de l'Etat	Renforcer les capacités de gestion des élus et des agents des collectivités territoriales et les capacités d'intervention des acteurs locaux	3.1 Editer et diffuser 5000 exemplaires du document de politique de formation des acteurs de la décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>le document de politique de formation des acteurs de la décentralisation est éditée et diffusée.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>5000 exemplaires mis à la disposition des acteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etat de ventilation</li> </ul>	
		3.2 Organiser 10 sessions de formation spécifiques pour les élus locaux et les agents communaux (exercice des compétences, gestion des ressources, état civil, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les capacités de management des élus locaux et des agents communaux sont renforcées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>10 ateliers de formation sont organisés</li> <li>Degré de fonctionnement des instances des CT</li> <li>Nombre d'élus locaux formés</li> <li>Nombre d'agents communaux formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de formation</li> <li>PV ou comptes rendus de formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité et adhésion des élus et acteurs locaux</li> <li>Collaboration des structures impliquées</li> </ul>
		3.3 Former les membres des structures relais et les communicateurs sur la décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les membres des structures relais et les communicateurs sont aptes à accompagner le processus de décentralisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>9 sessions de formation et d'information assurées</li> <li>Nombre de sessions de formation assurées par les structures relais</li> <li>Nombre de structures relais formées</li> <li>Nombre de communicateurs formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de formation</li> </ul>	

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateur de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
Renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services déconcentrés de l'Etat (suite)	Renforcer les capacités de gestion des élus et des agents des collectivités territoriales et les capacités d'intervention des acteurs locaux (suite)	3.4 Former les responsables des services techniques déconcentrés sur leur rôle d'accompagnement des élus locaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les STD sont aptes à assurer leurs rôles d'appui technique aux collectivités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de sessions de formation et d'information organisées</li> <li>Nombre de demandes d'appui technique des CT satisfaites par les STD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de formation</li> <li>Rapports d'activités des STD et des CT</li> </ul>	
		3.5 Organiser 10 sessions de formation spécifiques pour les OSC et le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>La société civile et le secteur privé participent à la gestion des affaires locales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>10 ateliers de formation dispensés par an</li> <li>Nombre d'organisations de la société civile et du privé formés</li> <li>fréquences de participation aux instances des CT par les OSC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de formation</li> <li>PV ou comptes rendus de formation</li> <li>Rapports d'enquêtes</li> </ul>	
		3.6 Alphabétiser 20 000 élus locaux et leaders d'opinion	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les élus locaux et les leaders d'opinion sont alphabétisés et aptes à mieux accompagner le processus</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>20 000 élus locaux et leaders d'opinion alphabétisés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de formation</li> <li>Attestations de formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité et adhésion des leaders d'opinion</li> </ul>
		3.7 Former 100 464 membres des CVD sur leurs rôles	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les capacités des membres des CVD sont renforcées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>100 464 membres formés</li> <li>Nombre de formations dispensées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports de formation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité des bénéficiaires</li> </ul>
		3.8 Renforcer les services de l'état civil en équipement et en personnel qualifié	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les services d'état civil sont performants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Délai d'obtention des actes réduit</li> <li>Nombre d'actes établis par rapport à la demande</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Registres d'Etat civil</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manque des moyens financiers</li> <li>Lourdeur administrative</li> </ul>

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateur de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèses/risques
Général	Spécifiques					
	Renforcer les capacités institutionnelles des collectivités territoriales	3.9 Identifier les services obligatoires et essentiels par type de collectivité territoriale	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les organigrammes par type de collectivité sont élaborés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de CT disposant d'organigramme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Textes réglementaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance de ressources humaines</li> </ul>
		3.10 Construire et équiper 160 mairies de communes rurales et les sièges de 12 conseils régionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les communes et les régions disposent de sièges équipés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>172 sièges de mairies rurales et de conseils régionaux construits et équipés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PV de réception</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité des ressources financières</li> <li>Respect du contrat par les parties</li> </ul>
	Renforcer la fonctionnalité des services déconcentrés de l'Etat	3.11 Elaborer et mettre en œuvre le plan national de déconcentration des services de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan national et les plans sectoriels de déconcentration sont disponibles</li> <li>Des hôtels de services publics sont mis en place au niveau déconcentré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>50% des services déconcentrés dans les circonscriptions administratives</li> <li>Nombre d'hôtels de services publics fonctionnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organigrammes des ministères</li> <li>Rapports d'activités</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Manque de délégation de pouvoirs</li> <li>Insuffisance des ressources humaines</li> </ul>

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateur de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
Renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services déconcentrés de l'Etat (suite)	Renforcer les capacités de gestion des élus et des agents des collectivités territoriales et les capacités d'intervention des acteurs locaux (suite)	3.12 Elaborer et vulgariser des guides et manuels de procédures d'appui technique aux collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les guides sont élaborés et vulgarisés</li> <li>Les procédures d'appui technique sont maîtrisées par les CT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de guides et de manuels élaborés et vulgarisés</li> <li>Résultats d'évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'activités DEP/MATD</li> <li>Rapport d'activités des collectivités</li> </ul>	
	Renforcer la fonctionnalité des services déconcentrés de l'Etat	3.13 Adapter les normes et méthodologies d'exercice de la tutelle aux exigences actuelles de la décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les missions de l'Etat sont mieux assumées par les autorités de tutelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'appuis apportés par la tutelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des autorités de tutelle et des CT</li> </ul>	
		3.14 Construire des infrastructures et acquérir des équipements pour les services déconcentrés	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les STD ont les infrastructures et les équipements nécessaires à leur fonctionnement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'infrastructures construites</li> <li>Nombre d'équipements acquis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PV de réception ;</li> <li>Rapports des DAF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité des ressources financières</li> <li>Respect des engagements</li> </ul>
		3.15 Recruter du personnel complémentaire pour les services déconcentrés	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les services déconcentrés sont renforcés en ressources humaines</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Effectifs des personnels des services déconcentrés</li> <li>Nombre d'agents affectés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions d'engagement</li> <li>Rapports des DRH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance de dotation budgétaire</li> </ul>
		3.16 Doter les services des régions financières en ressources humaines et en moyens logistiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les services des régions financières sont dotés en ressources humaines et en moyens logistiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de services de régions financières disposant de ressources humaines et de matériels requis</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions d'affectation</li> <li>Bordereau de livraison</li> <li>Rapports des DAF</li> <li>Rapports des DRH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Insuffisance de dotation budgétaire</li> </ul>

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateur de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Les prestations de services des régies financières sont améliorées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Taux de recouvrement</li> <li>Taux d'accroissement des recettes liées aux régies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports financiers</li> <li>Certificat de recettes, Comptes administratifs et comptes de gestion approuvés</li> </ul>	
Renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services déconcentrés de l'Etat (suite)	Renforcer la fonctionnalité des services déconcentrés de l'Etat (suite)	3.17 Mettre en place de manière progressive les inspections techniques régionales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les sièges des inspections techniques régionales sont construits et équipés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de sièges d'inspections techniques construits et équipés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PV de réception</li> <li>Rapports des DAF</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Disponibilité des ressources financières</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Les inspections techniques régionales mise en place de manière progressive sont fonctionnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'inspections techniques fonctionnelles</li> <li>Nombre d'inspections effectuées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décisions de nomination</li> <li>Rapports d'inspection</li> </ul>	
		3.18 Rendre effectives les délégations de pouvoirs aux Gouverneurs, représentants de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les textes de délégation sont pris et appliqués par les ministères concernés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de textes réglementaires pris</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Documentations et archives des services techniques des Gouvernorats</li> </ul>	

# AXE 4 : Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
Créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales	<i>Promouvoir et harmoniser les interventions des partenaires techniques et financiers au profit du développement des collectivités territoriales</i>	4.1 Animer la concertation entre l'Etat et les PTF sur l'harmonisation des procédures d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les procédures d'intervention des bailleurs de fonds sont harmonisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conventions entre gouvernement et PTF signées</li> <li>Montant des transferts effectués au profit du FPDCT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Convention</li> <li>Rapports annuels du fonds</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité du gouvernement et des partenaires à respecter les engagements réciproques</li> </ul>
		4.2 Animer la concertation au niveau régional entre les projets et programmes en cours et les collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les procédures d'intervention des projets et programmes sont harmonisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de sessions de concertation tenues</li> <li>Nombre de microprojets cofinancés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports des sessions</li> <li>Rapports d'activités des projets</li> </ul>	
		4.3 Rendre opérationnel le fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le FPDCT est fonctionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Montant des ressources transférées au FPDCT</li> <li>Taux d'absorption des ressources transférées par les collectivités</li> <li>Taux d'accroissement du FPDCT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'activités annuel du FPDCT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Persistence des guichets spécialisés hors fonds</li> <li>Capacité de cofinancement de l'Etat et des collectivités territoriales</li> </ul>
		4.4 Déterminer la typologie des collectivités territoriales selon l'indice de pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les investissements des collectivités territoriales sont financés à travers le FPDCT</li> <li>Une typologie des collectivités territoriales est déterminée selon l'indice de pauvreté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Montant des investissements réalisés par les collectivités sur le FPDCT</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Budget et comptes des CT</li> <li>Rapport d'activités annuel du FPDCT</li> </ul>	

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
Créer un environnement à même de stimuler le développement économiquement des collectivités territoriales (suite)	Mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier, de l'environnement et des ressources naturelles	4.5 Assurer une allocation des ressources financières aux collectivités territoriales intégrant l'indice de pauvreté	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une clé de répartition équitable des dotations financières aux collectivités territoriales est définie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Montant de l'allocation des ressources financières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Textes d'application</li> </ul>	
		4.6 Elaborer 364 plans communaux et régionaux de développement avec tous les acteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les 351 communes disposent d'un plan de développement intégrant les plans sectoriels</li> <li>• Les 13 régions disposent d'un plan de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 351 communes disposant d'un plan de développement</li> <li>• 13 régions disposant d'un plan de développement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Documents de planification</li> <li>• Délibérations des conseils municipaux et régionaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacité de financement des collectivités territoriales</li> </ul>
		4.7 Organiser l'intercommunalité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• La coopération intercommunale est effective.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Convention de partenariat entre communes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Délibération des conseils municipaux.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•</li> </ul>
		4.8 Elaborer et adopter le schéma national d'aménagement du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le schéma national d'aménagement du territoire est élaboré et adopté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le SNAT adopté</li> <li>• Décret d'adoption</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte rendu du conseil ;</li> <li>• J.O ;</li> <li>• Rapport d'activités DGAT/DLR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lourdeur administrative</li> </ul>
		4.9 Elaborer 13 schémas régionaux d'aménagement du territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les schémas régionaux d'aménagement du territoire sont adoptés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 13 schémas régionaux réalisés</li> <li>• Décret d'adoption</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compte rendu du conseil ;</li> <li>• J.O ;</li> <li>• Rapport d'activités DGAT/DLR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lourdeur administrative</li> </ul>
		4.10 Traduire les guides méthodologiques de planification et d'orientation du développement local au profit des régions et des communes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les guides de planification régionale et communale sont traduits en langues nationales et diffusés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 100% de collectivités utilisent le guide de planification régionale ou communale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rapports d'activités des CT</li> </ul>	



Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèse/risques
Général	Spécifiques					
Créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales (suite)	Mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier, de l'environnement et des ressources naturelles (suite)	4.11 Mettre en œuvre la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural	<input type="checkbox"/> La loi sur la SFMR est adoptée et vulgarisée	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi adoptée</li> <li>Nombre de décisions prises pour le règlement de conflits conformément aux textes en vigueur</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décret de promulgation</li> <li>Journal Officiel</li> <li>Délibérations des organes locaux de prises de décision</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dualisme droit positif/droits coutumiers</li> </ul>
		4.12 Mettre en œuvre la réforme du système de gestion des infrastructures d'AEP en milieu rural et semi urbain  4.13 Mettre en œuvre le code d'urbanisme et de la construction dans les communes rurales et urbaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les plans d'occupations des sols sont élaborés dans les communes rurales</li> <li>La réforme du système de gestion des infrastructures d'AEP en milieu rural et semi urbain est effective.</li> <li>Les outils de planification urbaine (SDAU, POS, Plan d'urbanisme) sont réalisés et adoptés dans les communes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de sessions de formation tenues</li> <li>Nombre d'acteurs formés</li> <li>Nombre de plans réalisés</li> <li>Le prix de l'eau est fixé par les conseils municipaux</li> <li>Les 302 communes rurales disposent d'une section AEPA de leur PCD conforme.</li> <li>Nombre de documents d'urbanisme disponibles</li> <li>Nombre de sessions de formation assurées</li> <li>Nombre d'acteurs formés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport d'activités</li> <li>Rapport de formation</li> <li>Arrêtés des maires.</li> <li>Plans Communaux de Développement</li> <li>Délibérations des conseils municipaux</li> <li>Rapports de formation</li> <li>Plans</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité de financement des collectivités</li> </ul>
		4.14 Réaliser des points géodésiques dans chaque commune	<input type="checkbox"/> Les collectivités territoriales disposent de points de référence pour les travaux topographiques (lotissements, délimitations, barrages et autres)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de communes disposant de points de référence</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Bases de données géographiques</li> <li>Rapports d'activités de l'IGB</li> </ul>	
		4.15 Elaborer un document de politique de développement local	<input type="checkbox"/> L'approche de développement local est clarifiée dans le contexte du processus de décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Document élaboré</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'activités de la DGAT/DLR</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lourdeur administrative</li> </ul>
	Organiser l'articulation décentralisation et développement local					

## Axe 5 : Pilotage et coordination du processus de décentralisation

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèses /Risques
Général	Spécifiques					
Assurer un pilotage et une coordination efficaces du processus de décentralisation	Mettre en place un dispositif chargé de la coordination des activités de mise en œuvre du processus de décentralisation	5.1 Mettre en place la Conférence nationale de la décentralisation (CONAD)	<input type="checkbox"/> la CONAD est structurée <input type="checkbox"/> Les sessions annuelles de la CONAD sont régulièrement tenues	• Textes de nomination des membres • Acte d'installation de l'AG/CONAD • Sessions de l'AG	• Décrets, arrêtés • Journal Officiel • Acte d'installation • Rapports de sessions	Lourdier administrative
		5.2 Rendre opérationnel le Secrétariat technique permanent de la CONAD	<input type="checkbox"/> Les dossiers des sessions de la CONAD sont régulièrement préparés	• Textes de nomination des responsables du STP/CONAD, • Acte d'installation du STP/CONAD • Rapport d'activités	• Textes de nomination • Acte d'installation • Rapport d'activités	
		5.3 Rendre fonctionnel le Centre national de suivi évaluation de la décentralisation	<input type="checkbox"/> Le centre national de suivi évaluation de la décentralisation est opérationnel	• Acte d'installation du Coordonnateur du CNSE • Rapports d'activités	• Acte d'installation • Rapports d'activités	
		5.4 Acheter la mise en place du système de suivi du CSMOD	<input type="checkbox"/> Le manuel de suivi évaluation est adopté • La situation de référence est réalisée	• Rapport d'étude sur la situation initiale de référence	• Documentation DEP/MATD et STP/CONAD	
		5.5 Elaborer et adopter le plan d'actions triennal glissant 2008-2010	<input type="checkbox"/> Le plan d'actions triennal glissant 2008-2010 est élaboré et adopté	• Décret d'adoption du plan triennal	• Documentation DEP/MATD et STP/CONAD • Journal Officiel	
	Mettre en place un mécanisme chargé du pilotage du processus	5.6 Evaluer annuellement le plan d'actions triennal glissant en cours, élaborer et adopter le plan d'actions triennal glissant suivant	<input type="checkbox"/> Le plan d'actions triennal glissant en cours est évalué	• Rapport d'évaluation	• Documentation DEP/MATD et STP/CONAD	Lourdier administrative

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Moyens et sources de vérification	Hypothèses /Risques
Général	Spécifiques					
Assurer un pilotage et une coordination efficaces du processus de décentralisation (suite)	Adapter le cadre spatial de la décentralisation aux réalités nationales	5.7 Rendre fonctionnels les cadres de concertation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan d'actions triennal glissant suivant est élaboré et adopté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Décret d'adoption du plan triennal</li> <li>Rapport d'évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Documentation DEP/MATD et STP/CONAD</li> <li>Journal Officiel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lourdeur administrative</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Les textes réglementaires sur les cadres de concertation sont adoptés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de cadres de concertation mis en place</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Textes réglementaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité de financement</li> </ul>
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Les espaces de concertation sont mis en place</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre d'espaces de concertation effectivement créés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'activités et PV d'installation</li> </ul>	
			<ul style="list-style-type: none"> <li>Les rencontres interministérielles sont organisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de rencontres interministérielles organisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'activités et comptes rendus des sessions</li> </ul>	
			<ul style="list-style-type: none"> <li>L'animation régulière des cadres de concertation est assurée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de sessions effectivement tenues</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapports d'activités et PV de sessions</li> </ul>	
		5.8 Réaliser les études et organiser une concertation nationale sur le redécoupage des collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des propositions de redécoupage sont disponibles</li> <li>Des réflexions sur l'opportunité du redécoupage des collectivités territoriales sont réalisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Proposition d'orientation pour le redécoupage des CT proposés ;</li> <li>Rapport d'études</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Rapport de concertation</li> <li>Documentation MATD</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Volonté politique</li> </ul>
		5.9 Procéder au redécoupage du cadre spatial des collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les collectivités territoriales sont homogènes au plan spatial et viable au plan économique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de nouvelles collectivités créées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi portant création des collectivités territoriales</li> <li>Décret de promulgation</li> <li>Journal officiel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Volonté politique</li> <li>Résistance des populations</li> </ul>

## 5.2 CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTIONS TRIENNAL DU CSMOD

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures	structures
Général	Spécifiques			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage	responsables	impliquées
Axe 1: Appropriation sociale et politique du processus de décentralisation										
Permettre à tous les acteurs impliqués de s'approprier le processus de décentralisation et de s'engager à le mettre en œuvre de façon concertée	Favoriser l'appropriation sociale et politique du processus de décentralisation	1.1 Elaborer, actualiser et adopter 50 textes d'application CGCT	Les principaux textes d'application du CGCT sont élaborés, actualisés et adoptés	T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X	2005	MATD	SGG-CM
		1.2 Editer et vulgariser 3000 exemplaires du CGCT	Le code est disponible et mis à la disposition des citoyens	T4			X	2008	MATD	SGG-CM, PTF, CT
		1.3 Actualiser et vulgariser 110 000 guides illustrés du CGCT	Le guide illustré est actualisé et mis à la disposition des citoyens	T3			X	2007	MATD	SGG-CM, PTF, CT
		1.4 Traduire et diffuser 2000 exemplaires du CGCT en langues nationales (moore, jula, fufulde et guimancema, etc.)	Le CGCT est traduit en langues nationales		T3+T4		X		MATD	MEBA, CT, Projets et Programmes et PTF

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures responsables	structures impliquées
				2008	2009	2010	En cours	Date démarrage		
Général	Spécifiques			T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
Permettre à tous les acteurs impliqués de s'approprier le processus de décentralisation et de s'engager à le mettre en œuvre de façon concertée	Favoriser l'appropriation sociale et politique du processus de décentralisation (suite)	1.5 Assurer l'information sur la décentralisation par les médias	Le public s'est approprié le processus de décentralisation	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X		MATD	MCTC; MEF; CT; Médias; OSC
		1.6 Editer et diffuser 3000 exemplaires du plan d'action triennal du CSMOD auprès des ministères, des services déconcentrés, des projets et programmes	Les principaux acteurs de la décentralisation sont informés et sensibilisés et contribuent à la mise en œuvre du plan d'actions	T4					MATD	MCTC; MEF; CT; Médias; OSC
		1.7 Organiser 1 campagne de sensibilisation par an au niveau des 8 372 villages sur la décentralisation	Les populations sont informées et sensibilisées sur le processus de décentralisation	T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			MATD	MAHRH; MEF; Communes; Projets et programmes
		1.8 Organiser 4 conférences par an dans 4 grandes écoles et universités sur la décentralisation	Les futurs cadres sont informés et sensibilisés sur le processus de décentralisation		T1+T2+T4	T1+T2+T4			MATD	MFPRE; MEF; MEBA, MS; MASSN; MERSS

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures responsables	structures impliquées
Général	Spécifiques			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage		
		1. 9 Conduire dans chaque province une (01) opération d'information et de sensibilisation des acteurs prioritaires concernés par le transfert du patrimoine	Les règles du transfert des compétences et du patrimoine sont appropriées par les acteurs locaux		T1+T2+T3+T5				MEF	MEBA; MS; MASSN; MCTC; MATD; MSL; MECV; MAHRH; CT
<b>Axe 2: Transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales</b>										
Rendre effectif le transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales	Assurer le transfert des compétences prévues par la loi	2.1 Assurer le transfert des compétences et des ressources aux communes rurales et aux régions	Les collectivités exercent les compétences prévues par la loi	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X		MEF	MATD; MEBA; MS; MASSN; MCTC; MSL; MECV; MAHRH; MFPRE; CT
	Assurer le transfert des ressources humaines liées aux compétences transférées	2.2 Poursuivre le transfert des compétences et des ressources aux communes urbaines	Les domaines de compétences des communes urbaines sont étendus	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X		MEF	MATD; MEBA; MS; MASSN; MCTC; MSL; MECV; MAHRH; MFPRE; CT
		2.3 Recruter et/ou redéploier les personnels au profit des collectivités territoriales	Les collectivités disposent de personnels nécessaires pour leurs missions		T4	T1+T2+T3+T4	X		MFPRE	MEF; MATD; MEBA; MS; MASSN; MCTC; MSL; MECV; MAHRH; CT

Objectifs		Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures responsables	structures impliquées
			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage		
Général	Spécifiques		T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
Rendre effectif le transfert des compétences et des ressources aux collectivités territoriales	Assurer le transfert des ressources humaines liées aux compétences transférées	2.4 organiser le transfert des emplois liés aux compétences transférées		T4					
		2.5 Implanter le SIGASPE dans les 13 régions	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	x	2007	MEF	MFPRE
		2.6 Elaborer et adopter les textes réglementaires relatifs aux modes de gestion des ressources humaines mises à la disposition des collectivités territoriales	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4		X		MFPRE	MEF; MATD; MEBA; MESSRS; MCTC; MSL; MASSN
		2.7 Poursuivre et renforcer les dotations financières de l'Etat et les transferts financiers permettant d'assurer les charges récurrentes au profit des collectivités territoriales							

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation				SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures	structures
Général	Spécifiques			2008	2009	2010		En cours	Date démarrage	responsables	impliquées
		2.8 Conduire des études sur les modalités de transfert des ressources fiscales aux collectivités territoriales	les études relatives aux modalités de transfert des ressources fiscales aux collectivités territoriales sont réalisées.	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4					
					T2+T3						



Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures	structures
Général	Spécifiques			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage	responsables	impliquées
				T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
Axe 3: Renforcement des capacités locales										
Renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services déconcentrés de l'Etat	Renforcer les capacités de gestion des élus et des agents des collectivités territoriales et les capacités d'intervention des acteurs locaux	3.1 Editer et diffuser 5000 exemplaires du document de politique de formation des acteurs de la décentralisation	T4							
		3.2 Organiser 10 sessions de formation spécifiques pour les élus locaux et les agents communaux (exercice des compétences, gestion des ressources, état civil, etc.)	T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X		MATD	MEF; MAHRH; MIHU	
		3.3 Former les membres des structures relais et les communicateurs sur la décentralisation	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			MATD	MEF; MCTC; OSC; Communicateurs	
		3.4 Former les membres des structures relais et les communicateurs sur la décentralisation	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			MATD	MEF; MAHRH; MIHU	

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures	structures
Général	Spécifiques			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage	responsables	impliquées
Renforcer les capacités de gestion des élus et des agents des collectivités territoriales et les capacités d'intervention des acteurs locaux (suite)		3.5 Organiser 10 sessions de formation spécifiques pour les OSC et le secteur privé	Un mécanisme d'accompagnement des élus locaux est mis en place	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
			La société civile et le secteur privé participent à la gestion des affaires locales	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			MATD	MEE; MPDH; MCPEA; CT
			Les élus locaux et les leaders d'opinion sont alphabétisés et aptes à mieux accompagner le processus	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			MEBA	MATD; CT; Projets et programmes; PTF
			3.7 Former 100 464 membres des CVD sur leurs rôles	T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X		MATD	MAHRH; MEE; Communes; Projets et programmes
			3.8 Renforcer les services de l'état civil en équipement et en personnel qualifié		T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X	2006	MATD	MJ; MPDH; CT
Renforcer les capacités institutionnelles des collectivités territoriales		3.9 Identifier les services obligatoires et essentiels par type de collectivité territoriale et les rendre fonctionnels	Les services d'état civil sont performants		T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
			Les organigrammes par type de collectivité sont élaborés	T4			X	2007		
			Les services administratifs des communes et des régions sont fonctionnels	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures	structures
				2008	2009	2010	En cours	Date démarrage	responsables	impliquées
Général	Spécifiques			T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
Renforcer les capacités des services décentralisés, des acteurs locaux et des services décentralisés de l'Etat		3.10 Construire et équiper 160 mairies de communes rurales et les sièges de 12 conseils régionaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les communes et les régions disposent de sièges équipés</li> </ul>	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X	2006		
	Renforcer la fonctionnalité des services décentralisés de l'Etat	3.11 Elaborer et mettre en œuvre le plan national de déconcentration des services de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le plan national et les plans sectoriels de déconcentration sont disponibles</li> <li>Des hôtels de services publics sont mis en place au niveau décentralisé</li> </ul>	T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1	X		MFPRE	Tout Ministère
		3.12 Elaborer et vulgariser des guides et manuels de procédures d'appui technique aux collectivités territoriales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les guides sont élaborés</li> <li>Les procédures d'appui technique sont maîtrisées</li> </ul>		T1+T2			2009	MATD	MEF; MEBA; MS; MAHRH; MECV; MCTC
		3.13 Adapter les normes et méthodologies d'exercice de la tutelle aux exigences actuelles de la décentralisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les missions de l'Etat sont mieux assumées par les autorités de tutelle</li> </ul>		T1			2006	MATD	MEF; MFPRE; MEBA; MS; MAHRH; MECV; MCTC

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures responsables	structures impliquées
Général	Spécifiques			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage		
				T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
		3.14 Construire des infrastructures et acquérir des équipements pour les services déconcentrés	Les STD ont les infrastructures et les équipements nécessaires à leur fonctionnement	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	X		MEF	Tout Ministère
	Renforcer la fonctionnalité des services déconcentrés de l'Etat	3.15 Recruter du personnel complémentaire pour les services déconcentrés	Les services déconcentrés sont renforcés en ressources humaines	T3+T4	T3+T4	T3+T4				
		3.16 Doter les services des régions financières en ressources humaines et en moyens logistiques	Les services des régions financières sont dotés en ressources humaines et en moyens logistiques	T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			MEF	MATD; MFPRE;
		3.17 Mettre en place les inspections techniques régionales	Les sièges des inspections techniques régionales sont construits et équipés	T1+T2+T3+T4					2010	MATD
			Les inspections techniques régionales sont fonctionnelles	T4					2009	

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES			structures	structures impliquées
				2008	2009	2010	En cours	Date démarrage			
Général	Spécifiques			T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4		X	2005	MATD	MEF; MFPRE; Ministères concernés
		3.18 Assurer les délégations de pouvoirs aux Gouverneurs, représentants de l'Etat	Le dispositif de délégation de pouvoirs est élaboré et appliqué	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4						

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures	structures
				2008	2009	2010	En cours	Date démarrage	responsables	impliquées
Général	Spécifiques			T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				

**Axe 4: Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans de développement locaux**

Créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales	Promouvoir et harmoniser les interventions des partenaires techniques et financiers au développement des collectivités territoriales	4.1 Animer la concertation entre l'Etat et les PTF sur l'harmonisation des procédures d'intervention	· Les procédures d'intervention des bailleurs de fonds sont harmonisées		T1+T2+T3+T4		2010	MATD	MEF, PTF
		4.2 Animer la concertation au niveau régional entre les projets et programmes en cours et les collectivités territoriales	· Les procédures d'intervention des projets et programmes sont harmonisées	T4				MATD	MEF, PTF
		4.3 Rendre opérationnel le fonds permanent pour le développement des collectivités territoriales	Le FPDCT est fonctionnel	T2		X	2008	MATD	MEF, PTF
			Les investissements des collectivités territoriales sont financés à travers le FPDCT	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	2008	MATD	MEF, PTF
		4.4 Déterminer la typologie des collectivités selon l'indice de pauvreté	Une typologie des collectivités territoriales est déterminée selon l'indice de pauvreté	T4				MEF	MATD, MEBA MS, MAHRH, MHU, MID

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures responsables	structures impliquées
				2008	2009	2010	En cours	Date démarrage		
Général	Spécifiques			T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
Créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales	Mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier, de l'environnement et des ressources naturelles		Un système de péréquation des interventions du Fonds est mis en place							
		4.5 Assurer une allocation de subventions sur la base de l'indice de pauvreté	Une clé de répartition équitable des dotations financières de l'Etat aux collectivités territoriales est définie	T4					MEF	MATD; PTF
		4.6 Elaborer 364 plans communaux et régionaux de développement avec tous les acteurs	Les 351 communes disposent d'un plan de développement intégrant les plans sectoriels	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4		X	2007	MEF	MATD; CT; Projets et programmes; PTF
			Les 13 régions disposent d'un plan de développement	T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4		2008		
		4.7 Organiser l'intercommunalité	La coopération intercommunale est effective		T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			MATD	CT; PTF; Projets et programmes
		4.8 Elaborer le schéma national d'aménagement du territoire	Le schéma national d'aménagement du territoire est élaboré et adopté	T1+T2+T3+T4			X	2006	MEF	Tout Ministère; CT; PTF
		4.9 Elaborer 13 schémas régionaux d'aménagement du territoire	Les schémas régionaux d'aménagement du territoire sont adoptés		T1+T2+T3		X	2005	MEF	Tout Ministère; CT; PTF

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures responsables	structures impliquées
Général	Spécifiques			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage		
				T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
Créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales (suite)	Mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier, de l'environnement et des ressources naturelles (suite)	4.10 Traduire les guides méthodologiques de planification et d'orientation du développement local au profit des régions et des communes	· Les guides de planification régionale et communale sont traduits en langues nationales et diffusés	T3			X	2007	MEF	MATD; MHU; MEB; CT; PTF
		4.11 Mettre en œuvre la politique nationale de sécurisation foncière en milieu rural	· La loi sur la SFMR est adoptée et vulgarisée · Les plans d'occupations des sols sont élaborés dans les communes rurales		T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				MAHRH
Créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales	Mettre en place des normes efficaces de gestion du foncier, de l'environnement et des ressources naturelles (suite)	4.12 Mettre en œuvre le code d'urbanisme et de la construction dans les communes rurales et urbaines	· Les outils de planification urbaine (SDAU, POS, Plan d'urbanisme) sont réalisés et adoptés dans les communes		T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			MHU	MID; MATD; MEF; CT; PTF



Objectifs		Période de réalisation			Résultats attendus	Actions prioritaires	SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES	structures responsables	structures impliquées
		2008	2009	2010					
Général	Spécifiques	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4			En cours	Date démarrage	
Créer un environnement à même de stimuler le développement économique des collectivités territoriales	Mettre en place des mécanismes et normes efficaces de gestion du foncier, de l'environnement et des ressources naturelles (suite)	T3+T4			Les communes disposent de points de référence pour les travaux topographiques (lotissements, délimitations, barrages et autres)	4.13 Réaliser des points géodésiques dans chaque commune		MHU	MID; MATD; MEF; CT; PTF
		T4			L'approche de développement dans le contexte de la décentralisation est clarifiée	4.14 Elaborer un document de politique de développement local		MEF	MATD; MAHRH; MECV; MS; MEBA; CT; Projets/programmes; PTF
	Organiser l'articulation décentralisation et développement local	T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	"Le prix de l'eau est fixé par les conseils municipaux Les 302 Communes rurales disposent d'une section AEPA de leur PCD, conforme	4.15 Mettre en œuvre la réforme du système de gestion des infrastructures d'AEP en milieu rural et semi urbain.		MAHRH	CT; PTF

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures responsables	structures impliquées
Général	Spécifiques			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage		
				T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4				
Axe 5 - Pilotage et coordination du processus de décentralisation										
Assurer un pilotage et une coordination efficaces du processus de décentralisation	Mettre en place un dispositif de coordination des activités de mise en œuvre du processus de décentralisation	5.1 Mettre en place la Conférence nationale de la décentralisation (CONAD)	La CONAD est structurée	T3+T4			X	2007	MATD	PM, MEF, PTF
			Les sessions annuelles de la CONAD sont régulièrement tenues	T2	T1	T1	X	2008		
		5.2 Rendre fonctionnel le Secrétariat technique permanent de la CONAD	Les dossiers des sessions de la CONAD sont régulièrement préparés	T4	T4	T4		2008	MATD	PM, MEF, PTF
		5.3 Rendre fonctionnel le Centre national de suivi évaluation de la décentralisation	Le centre national de suivi évaluation de la décentralisation est opérationnel	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4		2008	MATD	PM, MEF, PTF
		5.4 Mettre en place le système de suivi du CSMOD	La situation de référence est réalisée	T4					MATD	MEF, PTF
	Les évaluations annuelles sont assurées	T4	T4	T4						

Objectifs		Période de réalisation				SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures	structures impliquées	
		2008	2009	2010	En cours	Date démarrage				
Général	Spécifiques	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4						
Assurer un pilotage et une coordination efficaces du processus de décentralisation	Mettre en place un dispositif de coordination des activités de mise en œuvre du processus de décentralisation	5. 5. Elaborer et adopter le plan d'actions triennal glissant 2008-2010	T4			x	2008	MATD	MEF; Autres ministères; CT; PTF; OSC	
		5.6. Evaluer annuellement le plan d'actions triennal glissant en cours, élaborer et adopter le plan d'actions triennal glissant suivant	T4						Tout ministère; PTF; CT	
		5.7. Rendre fonctionnels les cadres de concertation	T4	T1+T2+T3+T4	T1+T2+T3+T4		2008	MATD/ MEF	Tout Ministère; CT; Projet/Programme	
		</								

Objectifs		Actions prioritaires	Résultats attendus	Période de réalisation			SITUATION DES ACTIONS PRIORITAIRES		structures	structures
Général	Spécifiques			2008	2009	2010	En cours	Date démarrage	responsables	impliquées
Assurer un pilotage et une coordination spatiale de la décentralisation de processus de réalités nationales	Adapter le cadre de la décentralisation aux réalités nationales	5.8. Réaliser les études et organiser une concertation nationale sur le redécoupage des collectivités territoriales	Des réflexions sur l'opportunité du redécoupage des collectivités territoriales sont réalisées		T1+T2+T3+T4				MATD	MEF; PTF; CT; OSC
			Les études sont réalisées						MATD	MID; MHU
			Des propositions de redécoupage sont disponibles							
		5.9 Procéder au redécoupage du cadre spatial des collectivités territoriales	Les collectivités territoriales sont homogènes au plan spatial et viables au plan économique			T2+T3			MATD	AN; PM; MEF; MID; MHU; MAHRH; MECV